

UN DÉPOT DE GRENADES SAUTE A LA COURNEUVE : 30 TUÉS

# EXCELSIOR

9<sup>e</sup> Année. — N° 2.678. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON.

Samedi  
**16**  
MARS  
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X<sup>e</sup>)  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B<sup>1</sup> des Italiens. — Tél. : Cent. 80-88  
« PIERRE LAFITTE, FONDATEUR »

## UN DOCUMENT HISTORIQUE : LES OUVRIERS DU MORCELLEMENT RUSSE



LA SEANCE PLENIERE AU COURS DE LAQUELLE FUT DECIDEE LA SEPARATION DE L'UKRAINE ET DE LA RUSSIE A BREST-LITOVSK

1. D<sup>r</sup> Kermekhtchief, secrétaire de légation (B); 2. Nizam Eddin bey, secrétaire de légation (T); 3. Capitaine Hussein Raouf bey (T); 4. Capitaine M. Marton (B); 5. Capitaine de frégate Nedef (B); 6. Conseiller de légation Baligaud (A); 7. von Bülow, secrétaire de légation (A); 8. Capitaine Horn (A); 9. Comte de Soden (A); 10. Comte von Rex (A); 11. Simons, conseiller de légation (A); 12. Edler von Stock-Hammern, conseiller de légation (A); 13. Comte Colloredo, conseiller de légation (Aut.); 14. Comte Esaky, secrétaire de légation (Aut.); 15. Professeur Serhiy Ostapenko (Aut.); 16. M. Nadolny, conseiller de légation (A); 17. M<sup>me</sup> A. A. Bicencko (R.); 18. M. Schüler, conseiller de légation (A);

19. D<sup>r</sup> Neuhaus, conseiller de légation (A); 20. M. L. B. Kamenev (R.); 21. M. Mykola Lubjnsky (U); 22. M. Joffe (R.); 23. Capitaine Hey (A); 24. M. Skoworenko (U); 25. M. R. W. Nadek (R.); 26. D<sup>r</sup> Anastassow (B); 27. Major von Mirbach (Aut.); 28. M. Miletitsch (B); 29. M. Toschew (B); 30. M. Woldemar (U); 31. M. Stoyanowitch (B); 32. M. Mykola Lewytzky (U); 33. Capitaine de corvette Olaf Wulff (Aut.); 34. Lieutenant P. Kornz (Aut.); 35. Lieutenant maréchal von Ericserico (Aut.); 36. M. Alexandre Sfewijuk (U); 37. Major Brinkmann (A); 38. M. Trotzky (R); 39. Général Hoffmann (A); 40. Baron Gauth, secrétaire de légation (Aut.); 41. Major von Glaise (Aut.); 42.

M. von Mittag (Aut.); 43. D<sup>r</sup> Kriege, directeur des Mines (A); 44. M. Schroeder, directeur des Mines (A); 45. D<sup>r</sup> Gratz (Aut.); 46. Général Ahmed Izzet pacha (T); 47. Colonel Gautschef (B); 48. M. Koerner, directeur des Mines (A); 49. Grand-vizir Talaat pacha (T); 50. M. von Kühlmann (A); 51. M. von Rosenberg (A); 52. M. von Hoesch, secrétaire de légation (A); 53. M. Radoslawof (B); 54. M. von Wiesner (Aut.); 55. Comte Czernin (Aut.); 56. Ibrahim Hakki pacha (T); 57. M. Neumann (U); 58. Comte von Podewils Dürziz (A); 59. D<sup>r</sup> Wagner (A); 60. D<sup>r</sup> Behn (A). — Allemands : (A); Austro-Hongrois : (Aut.); Bulgares : (B); Turcs : (T); Russes : (R); Ukranien : (U).

## LE PREMIER ACTE DE LA PAIX IMPOSÉE A LA NATION ROUMAINE



LE GÉNÉRAL AVERESCO, AYANT TRAVERSÉ LES LIGNES ALLEMANDES, VIENT CONVERSER AVEC LE MARÉCHAL ALLEMAND VON MACKENSEN

La Roumanie a signé, le 5 mars, la paix que les empires centraux lui ont imposée. La fière et malheureuse nation, qui demeure en son cœur notre alliée fidèle, a dû céder à la menace et à la force. Et chaque jour qui passe augmente les exigences du vainqueur.

Mais, comme a pu le dire le sénateur Thomas Jonesco : « L'ennemi n'a pas détruit l'âme de la race roumaine ! ». Notre photographie représente le général Averesco, président du Conseil roumain, au moment où il va se présenter devant le maréchal von Mackensen.



# UN DÉPÔT DE GRENADES EXPLOSE A LA COURNEUVE

## 30 TUÉS ET DE NOMBREUX BLESSÉS

De graves dégâts ont été causés dans les communes voisines. La violence des explosions a été perçue dans toute la région parisienne.

Hier, à 1 h. 45 de l'après-midi, deux violentes explosions ont ébranlé toute la région parisienne. La commotion a été telle que dans tout Paris de nombreuses vitres et glaces ont été brisées, notamment à la gare de l'Est, au Palais de Justice, à l'Hôtel de Ville, à la Bibliothèque nationale, et jusqu'au Palais du Luxembourg, Avenue de l'Opéra, boulevard de la Madeleine, boulevard des Italiens, etc., bon nombre de vitres ont volé en éclats.

On crut d'abord à une incursion de gothas. Aussi chacun s'efforça-t-il de gagner la cave ou l'abri le plus voisin. Mais, aucune alerte n'étant donnée, la rue fut de nouveau envahie par les piétons. Une épaisse et large colonne de fumée blanche s'élevait très

ou moins gravement par la chute des matériaux projetés par l'explosion. Dans les communes avoisinantes, notamment à Saint-Denis, plusieurs usines importantes ont souffert de l'explosion. Des pans de murs se sont effondrés, des portes ont été arrachées, et l'on ne compte plus les vitres brisées.

### LES CAUSES DE L'ACCIDENT

Il est actuellement impossible de préciser les origines de la double explosion, mais on croit que ce sont les mêmes auxquelles il faut attribuer celles de Palaiseau, de la rue de Tolbiac et de Moulins.

Un soldat, transporté à l'hôpital Saint-



LE CORTEGE OFFICIEL SE REND SUR LES LIEUX DE L'EXPLOSION

De gauche à droite : le général Dupargé ; M. Poincaré, président de la République ; M. Nail, garde des Sceaux, ministre de la Justice, faisant, en l'absence de M. Clemenceau, l'intérim du ministère de la Guerre ; M. Delanney, préfet de la Seine.

haut, dans le lointain ; ce nuage persistait pendant près d'une demi-heure.

Le bruit se répandit aussitôt qu'un dépôt de munitions venait de sauter dans la banlieue. La nouvelle était confirmée presque immédiatement par l'avis officiel suivant :

**Cet après-midi, entre 13 h. 45 et 13 h. 50, deux violentes explosions ont été entendues de tout Paris.**

**Elles proviennent d'un accident survenu dans la région de Saint-Denis.**

Plus tard, un second communiqué était adressé aux journaux. En voici le texte :

**Deux fortes explosions se sont produites aujourd'hui, à quelques secondes d'intervalle, à 1 h. 45.**

**Elles ont été provoquées par un accident survenu dans la région de la Courneuve.**

**Il y a seize morts et d'assez nombreux blessés ; mais, fort heureusement, la plupart des blessures sont légères.**

**Des mesures ont été édictées immédiatement pour que le travail puisse reprendre sans délai dans les usines voisines du lieu de l'accident et pour que les réparations utiles soient faites le plus rapidement possible.**

### LA CATASTROPHE

L'accident s'est produit entre la Courneuve et le Bourget, où, en pleins champs, on avait installé un dépôt de grenades.

Celles-ci, prêtes à être expédiées au front, étaient alignées dans une immense tranchée recouverte. Tout le stock a été détruit.

L'incendie qui se déclara aussitôt dans les débris gagna rapidement les abris séparés où étaient accumulées des munitions, déterminant plusieurs autres explosions.

La chassé d'air a causé beaucoup de dégâts dans les rues de la Courneuve, dont les chaussées sont jonchées de débris de toutes sortes, où dominent tuiles, ardoises et vitres.

Il convient de féliciter sans réserve ceux qui présideront à l'organisation des sauvetages et des secours aux victimes : les pompiers de Paris et des communes avoisinantes, les services d'ambulance qui rivalisaient de zèle de nombreuses équipes d'Anglais, d'Américains et de Belges.

MM. Dumesnil, sous-secrétaire d'Etat à l'Aviation ; Raux, préfet de police ; le général commandant la place de Saint-Denis ; Guichard, directeur de la police municipale ; Ducreux, directeur adjoint de la police judiciaire, etc., étaient accourus successivement sur les lieux.

Malgré le danger des explosions, en dépit de la fumée, les sauveteurs se rapprochèrent peu à peu du brasier, relevant morts et blessés.

Ceux-ci étaient aussitôt dirigés sur la gare régulatrice de la Courneuve, puis de là beaucoup ont été évacués sur Paris et admis soit à l'hôpital Lariboisière, soit à Saint-Louis.

Pour les morts, un dépôt provisoire avait été improvisé.

Dans la soirée, on y comptait une trentaine de corps, pour la plupart identifiés.

D'ailleurs, le recensement auquel il a été procédé établit qu'au moment des explosions il se trouvait, à proximité du dépôt des grenades, 70 manœuvres employés aux manipulations et 24 hommes de garde.

Les uns et les autres ont pu, pour la plupart, se mettre à l'abri et échapper à la mort ; quelques-uns ont été blessés plus

# LA TURQUIE REDEMANDE A LA BULGARIE CE QU'ELLE LUI A CÉDÉ

Les Empires centraux appuient les revendications du gouvernement de Constantinople.

ZURICH, 15 mars. — D'après la *Muenchen-Augsburger Abendzeitung*, la Turquie demande à la Bulgarie une rectification de frontière sur la Maritza inférieure. Elle demande, en outre, à être remise en possession de la ligne de chemin de fer d'Andrinople à Dedegatch.

Le journal assure que les empires centraux appuient les revendications du gouvernement turc. (*Information.*)

Il est assez curieux de constater que les Turcs redemandent aujourd'hui ce qu'ils avaient cédé à la Bulgarie au mois d'août 1915 pour la déterminer à entrer dans la guerre. Mais il y a longtemps que Turcs et Bulgares sont complices des marchandages. Ils se sont déjà passés et repassés Andrinople plusieurs fois. Ce petit jeu n'est pas fini, et les paix russe et roumaine, avec la monnaie d'échanges territoriaux qu'elles apportent, vont lui rendre de l'actualité.

## L'ennemi semble préparer une nouvelle offensive sur le front italien

ROME, 14 mars. — D'après des nouvelles reçues d'Innsbruck par voie indirecte, les opérations de concentration des troupes autrichiennes, qui avaient été interrompues pendant quelques jours en raison du mauvais temps, ont été activement reprises. Dans les cercles militaires, on parle fortement d'une prochaine reprise des opérations sur le front italien où sont concentrées toutes les forces autrichiennes, à l'exception d'une division maintenue sur le front occidental dans un but démonstratif.

L'armée du maréchal Boehm-Ermolli, qui doit être retirée du front russe, sera envoyée sur le Trentin, où le maréchal assumera un important commandement.

On annonce la réunion prochaine d'un conseil de guerre auquel doit assister l'empereur.

## LA SÉANCE DE LA CHAMBRE

La réorganisation économique du pays

La Chambre a consacré, hier, sa séance à la discussion des interpellations sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour préparer la réorganisation économique du pays.

L'interpellation de M. Ernest Lafont, sur les récents incidents qui se sont produits dans le département de la Loire, était à l'ordre du jour. Mais, tandis que le président du Conseil était absent de Paris, M. Pams, ministre de l'Intérieur, qui devait se tenir à la disposition de la Chambre pour répondre à l'interpellation, était appelé ailleurs en raison de la douloureuse catastrophe qui venait de se produire à la Courneuve. Dans ces conditions, la Chambre a ajourné ce débat.

M. Landry, le premier interpellateur inscrit sur la réorganisation économique du pays, a montré l'urgence de l'examen des questions d'ordre économique qui seront posées au cours des négociations de paix. Il a traité ensuite le problème de la démobilitation au point de vue économique.

Très applaudi, M. Landry a interrogé, d'autre part, le gouvernement sur ses intentions au sujet de la création d'un commissariat général de la reconstitution économique.

M. Valière, député socialiste de la Haute-Vienne, est intervenu ensuite pour réclamer l'établissement d'un plan de réorganisation économique.

La discussion continuera vendredi prochain.

### L'interpellation sur les raids aériens

A l'ouverture, M. Deschanal avait donné connaissance de l'interpellation de M. Mayéras sur les déclarations faites mardi, par le président du Conseil, à la délégation du groupe des députés de la Seine au sujet des bombardements aériens et des représailles.

M. Pams, ministre de l'Intérieur, proposa d'attendre le retour du président du Conseil pour fixer une date de discussion.

Je me garderai d'insister, dit M. Mayéras, mais M. le président du Conseil a fait devant le groupe des députés de la Seine diverses déclarations que je trouve fort intéressantes et que je désirerais lui voir reproduire le plus tôt possible devant la Chambre. Je demande donc la fixation de la date de mon interpellation à mardi.

La Chambre se rangea, néanmoins, à l'avis du ministre de l'Intérieur.

Léopold BLOND.

## La maladie du prince Léopold de Bavière



LE PRINCE LÉOPOLD DE BAVIÈRE

qui succéda, en 1916, au maréchal Hindenburg comme commandant en chef sur le front oriental, et qui, atteint d'une inflammation pulmonaire, est gravement malade. C'est le frère cadet du roi de Bavière.

# UNE VISITE A M. RAUX

## notre préfet de police

"Tout le nécessaire sera fait", nous dit celui qui organise la protection de la capitale contre les raids aériens.

Rendons justice à M. Raux ; il n'est pas arrivé au quai de l'Horloge, les lèvres fleuries de compliments et de promesses. Ce n'est pas sa méthode. Il y a la guerre : cela seul l'intéresse, l'émeut, domine ses pensées, oriente son action.

Agir, agir, tout est là. M. Raux est un préfet de la guerre, qui commande, éduque, à des gardiens et des officiers de paix ! Tout comme un général, il doit organiser avec ses troupes la résistance d'une noble cité, de la première ville du monde, contre les agressions nocturnes d'un ennemi assassin. Résolument, il s'est attelé à cette tâche et il y a mis sa passion, son intelligence, son honneur.

Paris ne peut pas être détruit, ou bien il n'y aurait plus de beauté dans l'univers ; les Parisiens doivent être sauvés, ou bien l'esprit, le courage souriant auraient disparu de la terre. C'est l'avis du grand patriote qu'est M. Clemenceau. Et M. Raux interprète par ses mesures la volonté du chef du gouvernement, avec sa façon personnelle de comprendre et d'assimiler.

Ces mesures sages, pratiques, logiques aussi, viennent d'être publiées. On les connaît. Mais sont-elles suffisantes, répondent-elles à toutes les nécessités de l'heure présente ? D'autres prescriptions ne sont-elles pas envisagées ? C'est tout cela que nous voulions savoir de M. Raux lui-même. Mais il n'est pas aisé, en ce moment, de rencontrer le préfet : non qu'il se dérobe, mais toutes ses minutes sont prises, par des conférences, des commissions, des ordres à donner. De huit heures à minuit, le préfet est au travail, sans compter les nuits d'alerte, mais il semble que rien ne fatigue cet homme robuste et rond, vif et simple, dont la vie est méthodique et réglée comme celle de tous les grands ténors.

Enfin nous avons rencontré M. Raux. Nos questions sont toutes prêtes. Dialogue express, vrai dialogue de guerre.

— Vos prescriptions ont été bien accueillies par la population, monsieur le préfet. Les Parisiens comptent sur vous.

— C'est surtout sur mes agents qu'on peut compter, interrompît M. Raux. Je tiens à souligner leur admirable conduite. Cette lutte contre les attaques des gothas était chose nouvelle pour eux. Tous ont montré une grande bravoure. Ils ont couru vers les points de chute sans se soucier du danger, portant les blessés vers les postes de secours, les ambulances, les hôpitaux, simplement, tranquillement. Cela, il faut le dire.

— Nous le dirons. Cependant des scènes regrettables ont eu lieu sous les abris des métros. Si tôt que des bombes ont signalées, des gens sans aveu, une basse pègre se réfugient sous les voûtes et causent de vrais scandales.

— Cela cessera. Mais le nombre des agents est insuffisant ; aussi, dès maintenant, je m'attache à créer un corps de gardes civiques. Nous avons reçu un certain nombre de demandes émanant de groupes de sauvetage, de sociétés d'anciens soldats. Nous les examinons avec la volonté d'aboutir à une prompt solution.

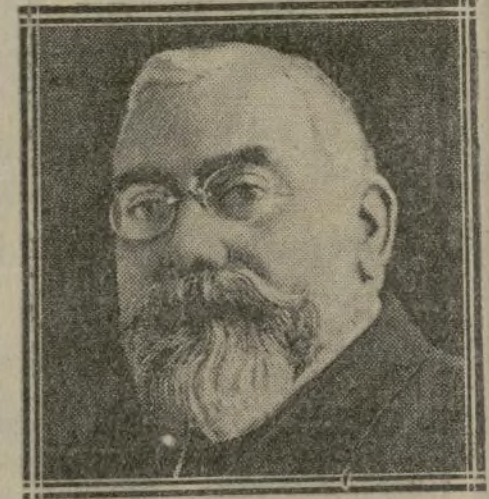
— Mais en attendant, monsieur le préfet, ne serait-il pas possible à vos agents d'exercer une plus grande surveillance sur les lumières aux façades des maisons et surtout à l'intérieur des cours ? Les concierges n'osent interdire leurs locataires et la police du gaz et de l'électricité n'est pas faite.

— C'est au public de collaborer avec nous, déclare M. Raux ; déjà, il m'a beaucoup aidé par ses suggestions pratiques adressées aux journaux. Ce que je lui demande, c'est d'obéir lui-même aux prescriptions, de garder son sang-froid pen-

dant les raids. C'est agir pour le bien général.

— Puisque Paris est promu presque au rang de ville du front, ne pourrait-on pas l'organiser comme les cités proches de la ligne de feu ? Ne serait-il pas possible de créer dans les jardins, dans les squares, de vraies tranchées-abris ? Pourquoi, dans les maisons ouvrières, ne fait-on pas communiquer entre elles les caves, par des orifices dans les murs ?

Mais, ici, M. Raux m'arrête : — Il ne s'agit pas, fait-il nettement, d'effrayer par des mesures exagérées une population admirable de calme, de discipline. N'ayez crainte. Tout le nécessaire sera fait. Pour les tranchées-abris, si besoin est, on les creusera ; quant aux communications entre caves, c'est aux propriétaires d'en prendre l'initiative. Une guerre aussi monstrueuse que celle voulue par les Allemands crée presque une législation nouvelle. Et ce



M. RAUX (Phot. Henri Manuel.)

n'est pas une chose aisée de trouver pour les sinistres des appartements vacants, dans leur même quartier. Cependant nous y avons réussi.

Une poignée de main rapide, et M. Raux disparaît. Une nouvelle commission l'appelle ; il court au travail, encore, toujours. Ce n'est que dans la paix et dans la victoire que le préfet de police retrouvera ses deux vices : le bridge et la pipe.

Jean VIGNAUX

## LA CROIX DE GENÈVE POUR DÉSIGNER LES ABRIS

Nous avons cru devoir attirer l'attention de la préfecture de police sur l'insuffisance d'indications des abris. Nombre de personnes se trouvant, au moment d'une alerte, dans un quartier éloigné de leur domicile, ignorent absolument où elles peuvent se réfugier. Non seulement les écritures placées à l'extérieur des immeubles ne servent guère la nuit, mais, dans la journée même, ils ne sont visibles que lorsqu'on se trouve en face de ces inscriptions. En outre, avec la pluie, les affiches disparaissent complètement. Pourquoi ne pas placer tout simplement des plaques en tôle perforées d'une croix de Genève, et qui seraient placées en sautoir au-dessus de l'entrée de chaque immeuble désigné comme abri ?

Contre ces plaques serait fixée une petite lampe bleue qui devrait être allumée dès le coucher du soleil.

Nous croyons savoir que cette mesure de précaution a quelques chances d'être adoptée.

## LES VOLS D'ESTAMPES à la Bibliothèque nationale

Dans son numéro du 26 février, le *Journal Officiel* publiait les lignes suivantes :

Question écrite, remise à la présidence de la Chambre le 26 février 1918, par M. Raoul Méquillet, député, demandant à M. le ministre de l'Instruction publique quelles sanctions ont été prises contre les surveillants responsables de la Bibliothèque nationale, dont l'incurie et le manque absolu de vigilance ont permis à un kleptomane, se faisant appeler le comte de Chevigny, de dérober 120 gravures, dont l'ensemble représente une valeur très considérable et parmi lesquelles figure la célèbre pièce aux cent florins de Rembrandt, ajoutant qu'il est étrange que de pareils vols aient pu être commis sans éveiller l'attention du personnel de la Bibliothèque nationale.

La Renaissance, consacrant un écho à cette importante affaire, ajoute qu'il s'agit du vol de « 300 estampes, représentant une valeur d'un demi-million de francs, au cours de ces derniers mois. Le coupable appartient à une famille très honorable. Il se réclamait d'une haute parenté. Quelques-unes des estampes volées devaient passer en vente publique ; la Bibliothèque nationale mit le holà, opéra une saisie et... l'enquête se poursuivait.

La Bibliothèque nationale, M. Courboin, conservateur du cabinet des estampes, observe le silence le plus absolu. La justice, grâce à lui, tient le coupable, qui a pris un pseudonyme ou un faux état civil pour opérer.

Ce que nous pouvons affirmer c'est que toutes les estampes ont repris la place qu'elles n'auraient pas dû quitter. M. Courboin ne dispose que d'un personnel très insuffisant. (Sur cinq bibliothécaires, quatre ont été mobilisés. Deux gardiens ont à surveiller trois kilomètres de rayons). Il a fallu quinze jours pour constater le vol et dresser la liste des pièces enlevées. A sa première transaction le voleur était arrêté, et si les estampes figuraient sur un catalogue de vente, elles furent retirées de la collection et récupérées trois semaines avant la date où elles devaient être mises aux enchères.

On peut conclure que la surveillance à la Bibliothèque nationale gagnerait à être renforcée et l'on ne saurait oublier que c'est là un de nos plus riches musées.

## LES TAUX PROPOSÉS pour l'impôt sur le revenu

La commission de la législation fiscale a révisé hier les taux qu'elle avait dernièrement arrêtés pour l'impôt général sur le revenu.

Elle a maintenu la progression allant de 150 % pour les revenus nets inférieurs à 5.000 francs à 16 % pour les revenus de 150.000 francs ; mais elle en a atténué et adouci la progression qu'elle a fixée à raison d'un centime par cent francs de revenus.

Les autres taux seront les suivants : 17 0/0 pour les revenus compris entre 150.000 et 250.000 francs ; 18 0/0 pour les revenus compris entre 250.000 et 350.000 francs ; 19 0/0 pour les revenus compris entre 350.000 et 450.000 francs ; 20 0/0 pour les revenus supérieurs à 450.000 francs.

Le rapport de M. Vincent Auriol a été immédiatement déposé sur le bureau de la Chambre et communiqué au ministre des Finances et à la Commission du budget.

## L'Angleterre exposera les prisonniers allemands aux bombardements

LONDRES, 15 mars. — Le *Daily Mail* croit savoir que le gouvernement britannique a déjà placé un certain nombre de prisonniers allemands dans les zones exposées aux bombardements aériens de l'ennemi. Plusieurs officiers appartenant à des familles distinguées sont au nombre de ces prisonniers.

Lord Newton a déclaré hier à ce sujet :

— Nous ne faisons que suivre en ceci le précédent créé par les Allemands.

La presse demande que des otages soient également placés à bord des navires hospitaliers, afin de les protéger contre les torpilles des sous-marins.

**SITUATIONS** Brochure envoyée franco PIGIER, 63, rue de Rivoli, Paris







